

Versement
1821 W 1 - 6541

Identification :

Intitulé/ Analyse : Administration et dossiers individuels de liquidation et de faillite

Dates extrêmes : 1957 - 2015

Importance matérielle : 54 mètres linéaires

Contexte

Service producteur : Greffe du Tribunal de commerce de Troyes

Service versant : Tribunal de commerce de Troyes

N° d'entrée du versement : 58736

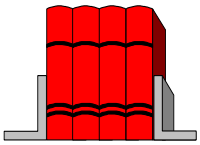
Date d'entrée du versement : 24/05/2019

Conditions d'accès aux documents

Début communicabilité : 1er janvier 2033
Fin communicabilité : 1er janvier 2091

Contrôle de la description

Date de rédaction de l'inventaire : 29 octobre 2020



Présentation

Présentation du service producteur

Le Tribunal de commerce, défini par l'article L.721-1 du Code du commerce dont le livre 7 régit l'institution, est une juridiction de premier degré qui, à ce titre, a pour mission de juger les affaires en matière commerciale lors de la demande initiale, de régler les litiges impliquant des commerçants, de gérer les procédures collectives, d'assurer la publicité légale et la tenue du registre du commerce et des sociétés. Il s'agit également d'une juridiction spécialisée (ou juridiction d'exception) qui, contrairement à un tribunal de grande instance, n'est compétente qu'en vertu d'un texte spécial, l'article L.721-3 du Code de commerce. Le tribunal de commerce rend ses décisions selon deux méthodes : soit en premier ressort (ce qui signifie que l'affaire peut être portée devant une cour d'appel), soit en dernier ressort (ce qui rend l'affaire insusceptible d'appel).

Le Tribunal de commerce est composé d'un greffier (un officier public et ministériel nommé par le garde des sceaux) et de juges, siégeant à trois, qui sont des commerçants ou des dirigeants de sociétés commerciales élus par leurs pairs pour un mandat initial de deux ans, renouvelable quatre fois pour des périodes de quatre ans. Il s'agit d'un mandat bénévole, ce qui signifie que les juges ne reçoivent aucun traitement, salaire ou indemnité d'aucune sorte pendant l'exercice de leurs fonctions au tribunal. Ils demeurent cependant des magistrats à part entière, indépendants et exerçants la plénitude du pouvoir judiciaire. Ils sont donc soumis aux obligations de tous magistrats et à une discipline définie par la loi. Le président du Tribunal de commerce est sélectionné parmi les autres juges du tribunal et doit avoir, au moment de sa sélection, exercé des fonctions dans un tribunal de commerce pendant au moins six ans.

L'élection des juges est soumise à des conditions précises. Selon l'article 723-1 du Code de commerce, les juges du tribunal sont élus dans le ressort de la juridiction par un collège composé des délégués consulaires élus, eux-aussi, dans le ressort de la juridiction, des juges du tribunal de commerce actuellement en exercice et des anciens membres du tribunal ayant demandé à être inscrits sur la liste électorale. Pour être éligible, les candidats à l'élection doivent être âgés d'au moins trente ans, être de nationalité française, être inscrits sur la liste électorale des électeurs aux élections des délégués consulaires, dans le ressort du tribunal de commerce concerné ou dans le ressort des tribunaux de commerce limitrophes, ne pas avoir faits l'objet d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire, aussi bien à titre personnel qu'en tant que dirigeant de société privée ou d'établissement public, justifier soit d'une immatriculation pendant les cinq dernières années au registre du commerce et des sociétés, soit de l'exercice pendant au moins cinq ans cumulés, d'une fonction de direction au sein d'une entreprise.

Historique du producteur

À l'origine, les tribunaux de commerce étaient désignés sous le nom de « juridiction consulaire », les juges élus portant le titre de « consuls ». En 1790, la Révolution française ne provoque pas la disparition de ces juridictions. De plus, les juridictions sont, à cette époque, renommées « tribunaux de commerce » en adéquation avec les lois des 16 et 24 août 1790. Depuis cette période, les tribunaux de commerce n'ont connu que peu de réformes significatives, mis à part l'instauration d'un système disciplinaire par la loi du 16 juillet 1987 et la création, en 2005, d'un conseil national des tribunaux de commerce

Le Tribunal de commerce de Troyes constitue l'une des plus anciennes institutions françaises encore en fonctionnement. Il fut en effet créé quelques mois seulement après celui de Paris, en 1564, d'après un édit royal de février 1563 (il faudra attendre 1673 pour que Colbert mette en place la généralisation des tribunaux de commerce dans toute la France).

Initialement installé dans la cour de l'Hôtel de Ville, le Tribunal a connu de multiples déménagements, notamment après la Révolution française. D'abord logé dans le palais des comtes de Champagne (place du Préau), puis à l'Hôtel de Ville, il fut ensuite transféré à la Chambre de commerce (place Audiffred) en 1886, puis à la Maison de l'Agriculture en 1973, avant d'être installé, en 1985, dans un bâtiment uniquement dédié à son accueil, rue du Général De Gaulle.

Présentation du fonds et de son contenu

En vertu de l'instruction DAF/DPACI/RES/014-NOR JUSB0827524J du 31 octobre 2008, les dossiers faisant l'objet d'une procédure sans administrateur judiciaire sont échantillonnés en fonction du volume annuel d'affaires traitées (inférieur à 500 procédures dans l'Aube, soit 50 dossiers sélectionnés par les Archives départementales en fonction de leur intérêt pour l'histoire économique du département).

Sources complémentaires aux Archives départementales de l'Aube

34 U 1-524 : Tribunal de commerce de Troyes (An XIII-1985).

1645 W 1-1541 : Tribunal de commerce de Troyes (1858-2006).

1798 W 1-483 : Tribunal de commerce de Troyes (2008-2012).

1804 W 1-29 : Tribunal de commerce de Troyes (1908-1988).

Entrée n° 58956 du 12 juin 2020 : Tribunal de commerce de Troyes : actes scannés de plus de 10 ans et procédures collectives avec et sans administrateur (2014). Cette entrée sera classée en 2021.

Mode(s) de classement adopté(s)

Le classement adopté est un classement thématique et chronologique.



CONDITIONS D'ACCES AU FONDS

Conditions générales d'accès aux archives publiques

La loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs précise et garantit le droit de toute personne à l'information. À ce titre, certains documents sont communicables immédiatement.

Le législateur définit des « secrets absolus » (article 6). Dans ce cas, les documents administratifs dont la consultation porterait atteinte à l'un des secrets protégés par la loi ne sont pas communicables au sens de la loi du 17 juillet 1978. Ils sont communicables au terme des délais et dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1979 sur les archives.

Il définit également des « secrets relatifs » (article 6). Dans ce cas, seule la personne directement concernée par les documents peut les consulter. Dans tous les autres cas, l'accès à ces documents se fait sur le fondement de la loi du 3 janvier 1979 en vertu des articles 6 et 7.

Par convention, la libre communicabilité est fixée au 1er janvier de l'année qui suit.

Pour toute consultation de document avant l'expiration des délais légaux, il vous est possible de déposer une demande de dérogation auprès du directeur des Archives départementales. Le président de salle de lecture est à votre disposition pour tout renseignement.

Conditions d'accès au fonds

En vertu de la loi sur les archives du 15 juillet 2008, reprise dans le *Code du patrimoine* (art. L 213-2), ces documents sont communicables à l'issue d'un délai de 75 ans.



Plan de classement

N° Articles	*Description*	*Dates extrêmes*
1-314	Missions juridictionnelles	1985-2015
315-6541	Missions de publicité légale et de contrôle juridique des greffes	1957-2012

1821 W 1 - 6541 **Tribunal de commerce de Troyes. Missions juridictionnelles et procédures collectives**

1957 - 2015

1821 W 1 - 314 Missions juridictionnelles

1985 - 2015

1821 W 1 - 64 Affaires générales

2002 - 2014

1821 W 1 - 61 Plumitifs d'audience

2002 - 2014

1821 W 1 - 23 Chambre du Conseil

2003 - 2013

1821 W 1 - 12 Plumitifs

2003 - 2013

1821 W 1 2003.

2003 - 2003

1821 W 2 2004.

2004 - 2004

1821 W 3 2005.

2005 - 2005

1821 W 4 2006.

2006 - 2006

1821 W 5 2007.

2007 - 2007

1821 W 6 2008.

2008 - 2008

1821 W 7 2009.

2009 - 2009

1821 W 8 2010.

2010 - 2010

1821 W 9 2011.

2011 - 2011

1821 W 10 2012.

2012 - 2012

1821 W 11 2012.

2012 - 2013

1821 W 12 2013.

2013 - 2013

1821 W 13 - 23 Rôles et statistiques

2003 - 2013

1821 W 13 2003.

2003 - 2003

1821 W 14 2004.

2004 - 2004

1821 W 15 2005.

2005 - 2005

1821 W 16 2006.

2006 - 2006

1821 W 17 2007.

2007 - 2007

1821 W 18 2008.

2008 - 2008

1821 W 19 2009.

2009 - 2009

1821 W 20 2010.

2010 - 2010

1821 W 21 2011.

2011 - 2011

1821 W 22 2012.

2012 - 2012

1821 W 23 2013.

2013 - 2013

1821 W 24 - 39 Juge commissaire

2003 - 2010

1821 W 24 - 39 Plumitifs et statistiques

2003 - 2010

1821 W 24 2003.

2003 - 2003

1821 W 25	2004.	2004 - 2004
1821 W 26	2004.	2004 - 2004
1821 W 27	2005.	2005 - 2005
1821 W 28	2005.	2005 - 2005
1821 W 29	2005.	2005 - 2010
1821 W 30	2006.	2006 - 2006
1821 W 31	2006.	2006 - 2006
1821 W 32	2007.	2007 - 2007
1821 W 33	2007.	2007 - 2007
1821 W 34	2008.	2008 - 2008
1821 W 35	2008.	2008 - 2008
1821 W 36	2009.	2009 - 2009
1821 W 37	2009.	2009 - 2009
1821 W 38	2010.	2010 - 2010
1821 W 39	2010.	2010 - 2010
1821 W 40 - 61	Chambre de commerce	2002 - 2014
1821 W 40 - 52	Plumitifs contentieux	2002 - 2014
1821 W 40	2002.	2002 - 2002

1821 W 41	2003.	2003 - 2003
1821 W 42	2004.	2004 - 2004
1821 W 43	2005.	2005 - 2005
1821 W 44	2006.	2006 - 2006
1821 W 45	2007.	2007 - 2007
1821 W 46	2008.	2008 - 2008
1821 W 47	2009.	2009 - 2009
1821 W 48	2010.	2010 - 2010
1821 W 49	2011.	2011 - 2011
1821 W 50	2012.	2012 - 2012
1821 W 51	2013.	2013 - 2013
1821 W 52	2014.	2014 - 2014
1821 W 53 - 61	Plumitifs référés	2005 - 2013
1821 W 53	2005.	2005 - 2005
1821 W 54	2006.	2006 - 2006
1821 W 55	2007.	2007 - 2007
1821 W 56	2008.	2008 - 2008
1821 W 57	2009.	2009 - 2009

1821 W 58 2010.

2010 - 2010

1821 W 59 2011.

2011 - 2011

1821 W 60 2012.

2012 - 2012

1821 W 61 2013.

2013 - 2013

1821 W 62 - 64 Répertoires généraux des affaires commerciales

2003 - 2006

1821 W 62 Répertoire de décisions.

2003 - 2003

1821 W 63 Répertoire général pour l'inscription des causes.

2003 - 2003

1821 W 64 Répertoire général pour l'inscription des causes.

2006 - 2006

1821 W 65 - 314 Procédures collectives

1985 - 2015

1821 W 65 - 171 Dossiers de clôture de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif

1985 - 2015

1821 W 65 - 122 Avec administrateur

1985 - 2015

1821 W 65 - 93 2007.

1985 - 2007

1821 W 94 - 94 2008.

2008 - 2008

1821 W 95 - 122 2013.

1988 - 2015

1821 W 123 - 171 Sans administrateur

2002 - 2015

1821 W 123 - 168 2013.

2002 - 2015

1821 W 169 - 171 2014.

2008 - 2015

1821 W 172 - 272 Dossiers de mandat ad hoc et de conciliation

2004 - 2014

1821 W 172 - 172 2006.

2006 - 2006

1821 W 173 - 178 2007.

2005 - 2007

1821 W 179 - 179 2008.

2008 - 2008

1821 W 180 - 215 2009.

2004 - 2011

1821 W 216 - 216 2010.

2009 - 2010

1821 W 217 - 237 2011.

2007 - 2012

1821 W 238 - 252 2012.

2007 - 2013

1821 W 253 - 271 2013.

2005 - 2013

1821 W 272 - 272 2014.

2014 - 2014

1821 W 273 - 314 Dossiers de règlement amiable

1990 - 2007

1821 W 315 - 6541 Missions de publicité légale et de contrôle juridique des greffes

1957 - 2012

1821 W 315 - 6541 Registre du commerce et des sociétés postérieures au 1er mars 1955

1957 - 2012

1821 W 315 - 6541 Personnes morales (actes par société)

1957 - 2012

1821 W 315 - 2264 B sociétés commerciales

1957 - 2012

1821 W 315 - 315 1947.

1957 - 1957

1821 W 316 - 316 1959.

1959 - 1990

1821 W 317 - 317 1977.

1989 - 1997

1821 W 318 - 346 1980.

1980 - 2005

1821 W 347 - 373 1981.

1981 - 2005

1821 W 374 - 407 1982.

1982 - 2006

1821 W 408 - 442 1983.

1983 - 2005

1821 W 443 - 487 1984.

1984 - 2006

1821 W 488 - 527 1985.

1985 - 2005

1821 W 528 - 528 1987.

1987 - 1995

1821 W 529 ~ 530	1988.	1988 ~ 2002
1821 W 531 ~ 661	1989.	1989 ~ 2006
1821 W 662 ~ 795	1990.	1990 ~ 2005
1821 W 796 ~ 923	1991.	1991 ~ 2008
1821 W 924 ~ 1058	1992.	1992 ~ 2007
1821 W 1059 ~ 1190	1993.	1993 ~ 2007
1821 W 1191 ~ 1330	1994.	1994 ~ 2007
1821 W 1331 ~ 1479	1995.	1995 ~ 2009
1821 W 1480 ~ 1646	1996.	1996 ~ 2007
1821 W 1647 ~ 1823	1997.	1997 ~ 2007
1821 W 1824 ~ 2021	1998.	1998 ~ 2007
1821 W 2022 ~ 2251	1999.	1999 ~ 2007
1821 W 2252 ~ 2252	2000.	2000 ~ 2002
1821 W 2253 ~ 2254	2001.	2001 ~ 2001

1821 W 2255 2003.
~ 2255

2003 ~ 2005

1821 W 2256 2006.
~ 2256

2006 ~ 2006

1821 W 2257 2007.
~ 2259

2007 ~ 2010

1821 W 2260 2009.
~ 2260

2009 ~ 2009

1821 W 2261 2010.
~ 2262

2010 ~ 2010

1821 W 2263 2011.
~ 2263

2011 ~ 2011

1821 W 2264 2012.
~ 2264

2012 ~ 2012

1821 W 2265 D sociétés civiles
~ 6541

1978 ~ 2011

1821 W 2265 1978.
~ 2290

1978 ~ 2005

1821 W 2291 1979.
~ 2342

1979 ~ 2005

1821 W 2343 1980.
~ 2432

1980 ~ 2005

1821 W 2433 1981.
~ 2542

1981 ~ 2005

1821 W 2543 1982.
~ 2655

1982 ~ 2011

1821 W 2656 ~ 2808	1983.	1983 ~ 2006
1821 W 2809 ~ 2912	1984.	1984 ~ 2005
1821 W 2913 ~ 3044	1985.	1985 ~ 2006
1821 W 3045 ~ 3046	1988.	1988 ~ 2009
1821 W 3047 ~ 3356	1989.	1989 ~ 2007
1821 W 3357 ~ 3627	1990.	1990 ~ 2007
1821 W 3628 ~ 4057	1991.	1991 ~ 2008
1821 W 4058 ~ 4389	1992.	1992 ~ 2007
1821 W 4390 ~ 4640	1993.	1993 ~ 2007
1821 W 4641 ~ 4915	1994.	1994 ~ 2007
1821 W 4916 ~ 5194	1995.	1995 ~ 2007
1821 W 5195 ~ 5477	1996.	1996 ~ 2007
1821 W 5478 ~ 5796	1997.	1997 ~ 2007
1821 W 5797 ~ 6111	1998.	1998 ~ 2007

1821 W 6112 - 6473 1999.

1999 - 2007

1821 W 6474 - 6528 2000.

2000 - 2007

1821 W 6529 - 6529 2001.

2001 - 2001

1821 W 6530 - 6531 2002.

2002 - 2002

1821 W 6532 - 6538 2007.

2007 - 2007

1821 W 6539 - 6541 2008.

2008 - 2008